

Dynamiques démographiques, politiques sociales et relations entre générations : vers de nouvelles configurations ?

29 - 30 septembre 2015

Cécile LEFÈVRE est Professeur de sociologie et de démographie à l'Université Paris Descartes, Sorbonne Paris Cité, et chercheur au Cerlis. Elle a travaillé de 2000 à 2009 à l'Ined, comme chercheur et comme responsable du service des Enquêtes, et participe toujours à différents programmes de recherche avec l'Ined. Elle est spécialiste de la protection sociale en France, en Russie et dans les pays post-soviétiques. Depuis quelques années elle élargit cette recherche dans une perspective comparative à d'autres pays du Sud ou émergents.

Svetlana RUSSKIKH est doctorante en sociologie à l'Université Paris Descartes. Elle bénéficie d'un accueil scientifique et d'un contrat doctoral à l'Institut national d'études démographiques (INED). Ses recherches portent sur la politique familiale en Russie post-soviétique, plus particulièrement sur l'impact de la politique du « Capital maternel » sur le statut de la femme au sein de la famille russe.

Publications récentes

LEFÈVRE C., GUEVORGYAN Loucineh, 2015, « Vieillir dans le sud du Caucase : Statut et conditions de vie des personnes âgées en Arménie et en Géorgie », in L. Nowik et B. Lecestre-Rollier (dir.), *Vieillir dans les pays du Sud. Les solidarités familiales mises à l'épreuve du vieillissement*, Paris, Karthala,

LEFÈVRE C., HOHMANN S., 2014, "Post-Soviet Transformations of Health Systems in the South Caucasus (Armenia, Azerbaijan, Georgia)", *Central Asian Affairs*, George Town University, Washington, Brill, 1-1, pp 48-78.

HOHMANN S., LEFÈVRE C., 2014, « Measures of poverty in the Caucasus and Central Asia: International approaches and specificities of Southern countries of the former Soviet Union » in Hohmann S., Mouradian C., Serrano S., Thorez J., (Eds), 2014.- *Development in Central Asia and the Caucasus: Migration, Democratisation and Inequality in the Post-Soviet Era* (International Library of the Caucasus), Tauris, London.

RUSSKIKH S., 2015, « L'influence du Capital maternel sur la transmission de la langue oudmourte en République d'Oudmourtie » [parution dans le prochain numéro (n°47) de la revue d'Études Finno-Ougriennes].

RUSSKIKH S., 2014, « L'impact de la nouvelle politique démographique russe sur la solidarité : le cas de la république d'Oudmourtie ». *Les Analyses du CERI* [en ligne].

Titre d'intervention : *Contexte démographique et politique du « Capital maternel » en Russie : impacts sur les relations conjugales et entre générations*

Résumé

Depuis la chute de l'URSS, la Russie traverse une « crise démographique » au sens d'un renouvellement de sa population (Vishnevski, 2009). Depuis 1991, la population russe a en effet diminué de plus de 5 millions d'habitants (Recensement 2010). En 2007, le gouvernement met en place une nouvelle politique pour encourager les familles avoir plus d'enfants. Le dispositif central de cette politique est un nouveau programme, nommé le « Capital maternel ». Ce capital représente une allocation dont le montant est actuellement de 453 026 roubles, soit environ 7000 euros, accordée aux femmes à la naissance de leur second enfant. Cette allocation doit être uniquement consacrée à l'amélioration des conditions de logement, à l'éducation des enfants ou à l'épargne-retraite de la mère. Depuis 2007, environ 2 millions de femmes ont déjà bénéficié de la mesure, sur 5 millions de femmes déclarées éligibles (Fond de Pension 2014). La majorité des bénéficiaires (95%) l'ont utilisé pour améliorer leurs conditions de logement (Fond de Pension 2014).

Bien que les effets de cette politique à long terme sur l'indice synthétique de fécondité fassent l'objet de vifs débats parmi les démographes (Zaharov 2008, Arhangelski 2014), on observe une augmentation de la natalité depuis sa mise en place. En effet, entre 2006 et 2014, l'indice synthétique de fécondité est passé de 1,3 à 1,7 enfants par femme (Rosstat 2015). La politique du « Capital maternel », qui se veut nataliste, doit aussi être analysée par le biais de ces effets collatéraux. En s'appuyant sur deux enquêtes de terrain, réalisées entre 2013 et 2014 en Russie (République d'Oudmourtie et République du Tatarstan) auprès de bénéficiaires de la mesure, on montre que ce programme, mis en œuvre à grande échelle, a eu dans certaines régions de Russie des effets inattendus au niveau micro sur la structure familiale et sur les relations au sein des familles russes.

L'acquisition d'un logement à l'aide du « Capital maternel » remet en cause la cohabitation au sein de la famille élargie, ce qui transforme la solidarité intergénérationnelle et la transmission familiale. La politique du « Capital maternel » contribue à une émergence de familles monoparentales et recomposées. En accédant à la propriété, certaines femmes s'éloignent de leur belle-famille, et disposent d'une situation suffisamment stable pour pouvoir entamer une procédure de divorce. Cet éclatement de la famille nucléaire, que l'on peut observer dans un certain nombre de cas à la suite de l'utilisation du « Capital maternel » dans les régions étudiées, transforme par conséquent les relations des enfants avec leur père, et la famille de leur père.

Références :

- Arhangelski V. 2014, «Ocenka demografičeskoj rezul'tativnosti mer pomočši sem'jam s det'mi v Rossii» [L'évaluation des résultats des mesures de l'aide aux familles avec des enfants en Russie], *Demographija ma social'naja ekonomika*, № 1, p. 108-120.
- Pensionnyj Fond 2013, *Godovoj otčet 2013* [rapport annuel du *Pensionnyj Fond* pour l'année 2013], Moskva : Pensionnyj Fond, p.88.
- Vishnevski A. 2009, «Les Enjeux de La Crise Démographique En Russie», *Centre Russie / NEI*, № 41.
- Zaharov S. 2008, «Rossijskaja roždaemost' – dolgoždannyj rost ?» [La natalité en Russie – une croissance attendue ?], *Demoscope*, № 353-354, [en ligne].